MADAGASCAR RESISTANCE

Pour lire nos documents de référence et la version malgache de nos lettres, consultez notre blog à l'adresse :
http://Madagascar-Resistance.blog4ever.com

Madagascar Résistance

Lettre numéro 18 - juin 2010

Il ne faut pas laisser pourrir la situation à Madagascar

Depuis le refus d'Andry Rajoelina de revenir à Pretoria en mai dernier, certains observateurs ont annoncé que la crise à Madagascar allait entrer dans une phase « de pourrissement ». Ce qui se passe en ce moment semble leur donner raison : la situation est bloquée parce qu'aucune des parties en présence n'est en mesure d'imposer à l'autre sa volonté.

Les raisons du blocage

Les trois mouvances opposées à la HAT ont le soutien de la communauté internationale – excepté la France – **mais ne trouvent pas de parade à la force des armes que leur opposent avec arrogance Andry Rajoelina et les militaires qui le soutiennent. Elles ne trouvent pas non plus de parade à l'impossibilité de faire entendre leur message, avec le monopole absolu qu'exerce désormais la HAT sur les stations radios et TV, seuls médias pouvant toucher les citoyens de base dans toutes les régions du pays.**

D'où la difficulté pour elles de susciter un véritable élan populaire susceptible d'inverser le rapport des forces, alors que la majorité de la population souffre d'une dégradation continue de ses conditions de vie avec les pertes d'emplois, le marasme économique, l'insécurité.

De son côté, la HAT dispose d'une force militaire qui lui permet de rester en apparence maîtresse du terrain à l'intérieur du pays, **mais elle ne pourra pas se passer très longtemps, quoi qu'elle en dise, des aides extérieures. En effet, les bénéfices qu'un Etat peut espérer tirer des investissements étrangers – si tant est que l'absence de sécurisation juridique des investissements due à l'illégalité du pouvoir de fait incite des investisseurs sérieux à venir - ne peuvent pas être immédiats.** Comme pour tout investissement, les retombées ne peuvent être obtenues qu'à moyen ou à long terme. Seuls les comptes bancaires des négociateurs sont susceptibles d'un grossissement immédiat, par le biais de virements illicites « pour services rendus ».

Quand une situation est ainsi bloquée, tout négociateur avisé doit en prendre acte et adopter une stratégie de rechange qui prend en compte ses forces comme ses faiblesses.

Chacun des protagonistes devrait actuellement évaluer les opportunités et les risques potentiels d'un pourrissement de la situation, qui consisterait à laisser se poursuivre ce bras de fer dans lequel aucun des deux adversaires ne peut abattre définitivement le bras de l'autre sur la table.

Schémas possibles dans le cas d'un pourrissement de la situation

Le pourrissement de la situation pourrait aboutir à deux schémas tout aussi possibles l'un que l'autre, mais diamétralement opposés quant à leur impact sur l'état d'esprit de la population et donc sur la stratégie qu'il conviendrait de mettre au point.

Premier schéma : l'accroissement de la misère et de l'insécurité deviendrait telle que la population ne pourra plus penser à autre chose qu'à survivre au jour le jour et se résignera devant le fait accompli. La HAT compte sur ce schéma dans la guerre qu'elle mène contre la communauté internationale et les légalistes.

Deuxième schéma : l'accroissement de la misère et de l'insécurité deviendrait telle que la population ne pourra plus le supporter et des émeutes de la faim comparables à celles qui se sont produites ailleurs en Afrique pourraient éclater à Madagascar. Cette situation pourrait permettre le soulèvement général qui déstabiliserait les militaires putschistes.

La difficulté pour chaque camp réside à l'évidence dans l'évaluation de la probabilité la plus forte pour l'un ou l'autre schéma afin de s'y préparer.

En ce qui le concerne, Andry Rajoelina espère tirer comme bénéfice immédiat du pourrissement de la situation le fait de porter le plus longtemps possible le titre de « président » qui satisfait son ego et comme bénéfice futur de pouvoir compter sur la gratitude agissante de la France, pour avoir empêché Marc Ravalomanana de revenir par la voie des urnes.

Les légalistes doivent montrer leur supériorité morale

Comme indiqué plus haut, le deuxième schéma aurait une chance d'inverser le rapport des forces en déstabilisant les militaires qui constituent l'unique pilier sur lequel s'appuie la HAT.

Mais les légalistes qui se battent au nom des valeurs républicaines et par amour pour leur pays se doivent de montrer leur supériorité morale par rapport aux putschistes uniquement préoccupés de pouvoir. La démonstration de la justesse de la cause légaliste ne devra pas être payée d'un prix trop élevé pour le pays et pour la population.

Car face à un pays en ruine et une population épuisée par la pauvreté, la victoire aurait un goût amer. C'est pourquoi laisser pourrir la situation ne semble pas une bonne option pour les légalistes.

Autre option pour les légalistes : passer davantage à l'action

Maintenir la pression à l'extérieur
C'est lorsque l'adversaire veut s'engager dans une guerre immobile d'usure qu'il faut lui opposer l'action. Les légalistes à l'intérieur de Madagascar et à l'extérieur doivent encore redoubler d'effort dans la manifestation de leur opposition au fait accompli.
Il faut maintenir la pression sur les instances internationales pour que le cas de Madagascar ne passe pas au second plan de leur agenda, vu la durée de la crise. Le courage et la détermination dont la Sénatrice Naika Eliane fait preuve dans ce domaine sont un exemple à suivre.

Gagner la bataille de la communication
C'est sur le terrain intérieur que se jouera en définitive l'issue du combat contre les putschistes, car l'impossibilité où semble se trouver la SADC de recourir à la force pour faire respecter l'ordre constitutionnel dans ses Etats membres encourage les militaires putschistes à durcir leur position.
Aussi, il est essentiel que les légalistes puissent se faire entendre dans toutes les régions de l'île pour maintenir l'espoir et galvaniser les énergies. Les déplacements entrepris par les trois mouvances vont dans ce sens. Mais leur passage doit être relayé par une communication radiophonique permanente afin de contrer le véritable lavage de cerveau auquel la population est soumise depuis 15 mois.
Le président Ravalomanana devra trouver une solution pour gagner cette bataille de la communication. **C'est une condition importante de la possibilité de son retour dans son pays.**

Flash sur les droits de l'homme

Notes
Freedom House juge les libertés politiques (PL) et les libertés civiles (CL) sur une échelle de 1 à 7, la valeur de 1 reflétant le maximum de liberté, et celle de 7 le niveau de liberté le moins élevé. En 2010, pour l'Afrique du Sud, les indicateurs PL et CL sont chacun de 2. Pour Madagascar, ces valeurs sont respectivement de 6 et de 4. Inutile de souligner que Madagascar est classé « partiellement libre », tout comme les Comores

Les Inconditionnels de Madagascar
À l'Ile de la Réunion